

CE MONDE QUI BOUGE

Le Maghreb
des interdits

S'il y a quelque chose de commun aux pays du Maghreb, ce sont, sous des formes variées, les interdits de toutes sortes.

Au Maroc, plusieurs directeurs de journaux et des journalistes ont été condamnés. Le 30 octobre, le tribunal de Casablanca a condamné à un an de prison assorti d'une amende de 270 000 euros Taoufik Bouachrine, directeur du journal *Akhbar al Youm*, et son caricaturiste Khalid Gueddar, pour avoir publié une caricature sur le mariage du prince Moulay Ismaël, cousin du roi Mohammed VI. Et le journal a été fermé par les autorités. Une semaine auparavant, le 26 octobre, le directeur du journal *Al Jarida al-Ouala*, Ali Anouzla, écopait d'une peine d'un an avec sursis, et la journaliste Bouchra Eddou de 3 mois de prison, pour avoir publié un article sur «la santé du roi» !

Le 16 octobre, l'hebdomadaire *Le Journal d'Ali Amar* avait été condamné en appel à une amende de 250 000 euros pour des faits remontant à 2006. Pire, la veille, le 15 octobre, Driss Chahtane, directeur de l'hebdomadaire *Al-Michaïl*, avait été condamné à un an de prison ferme et écroué à la prison de Salé-Rabat pour plusieurs articles sur la santé du roi. Deux de ses journalistes écopaient de trois mois de prison avec sursis. Et puis il y a ces jeunes du Mali (Mouvement alternatif pour les libertés), pris à partie par tous les partis politiques marocains siégeant au Parlement pour atteinte à l'Islam, pour avoir osé brisé le tabou du jeûne du mois de ramadan !

Le 19 octobre, les deux co-fondatrices de ce mouvement unique dans le Maghreb et les pays arabes, Ibtissame Lachgar (34 ans) et Zineb El Rhazaoui (28 ans) sont refoulées de l'aéroport de Casablanca : il leur est interdit de quitter le Maroc !

En Algérie, il y a eu l'affaire du livre *Poutakhine* de Mehdi al-Djezairi, vendu librement avant d'être interdit de vente. Avant cette affaire, le dernier livre de Mohamed Benchicou avait connu la même mésaventure. Boualem Sansal, Selim Bachi sont tout simplement interdits de diffusion. Ces interdictions, dont certaines sont assumées publiquement par le pouvoir politique, s'ajoutent à celles touchant plus généralement le droit de grève, de manifester ou d'association, sur fond de condamnations à des peines de prison ou d'amendes prononcées contre des anonymes comme les «harraga», les manifestants de Diar Echems, d'Oran ou de Annaba...

Plus grave est la situation en Tunisie. Le journaliste et écrivain Toufik Ben Brik vient d'être victime d'une nouvelle cabale policière. Il était en stationnement dans sa 106, attendant sa fille Khadija (10 ans) qui sortait de l'école. Soudain, sa voiture est percutée par une R19 conduite par une femme.

Au dire du journaliste, la dame l'interpelle en l'accusant de n'avoir pas fait attention. Ce à quoi Ben Brik répond qu'il n'est pas fautif vu qu'il n'a même pas mis la clé de contact.

Sous les yeux de sa fille, la femme l'accuse d'avoir embouti son véhicule, tente à son tour de monter dans la 106, l'agrippe jusqu'à lui déchirer la chemise, l'insulte et appelle la police.

Au commissariat, on le fait asseoir, on le ligote et on l'abreuve d'insultes avant de l'inculper pour... coups et blessures ! Et le journaliste de se demander dans un article qu'il m'a adressé juste avant son incarcération : «comment déjouer les pièges tordus par un régime tordu ? Un régime affublé d'un faux nez. Un régime sans honneur, qui ne respecte pas la parole donnée».

Autre cabale du régime tunisien : ayant appelé au boycott de l'élection présidentielle, Hama Hammami, époux de l'avocate et défenseur des droits de l'homme Radhia Nasraoui, est recherché par la police, accusé d'avoir tabassé un homme ! Or, le 1^{er} octobre, c'est H.Hammami, qui, de retour de Paris, était interpellé à l'aéroport de Tunis et...tabassé !

Alors, question : à quand une riposte citoyenne à l'échelle du Maghreb contre ces atteintes qui se multiplient de manière intolérable ?

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST INÉVITABLE

Comment s'adapter ?

Les effets des changements climatiques se sont déjà installés, selon des spécialistes. L'Algérie a-t-elle pris des mesures pour y faire face ?

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Chaleur caniculaire, pluies diluviennes, inondations, sécheresse..., autant de facteurs qui augurent de changements climatiques, selon des experts.

Réunis hier lors d'une journée d'étude sur «les changements climatiques et les mécanismes de développement», les intervenants n'ont pas manqué de souligner que notre pays, déjà touché par certaines perturbations, est également menacé par les changements climatiques.

Selon le professeur Bouzid Lazhari, membre du Conseil de la nation, des conflits entre les pays africains et méditerranéens, déjà fragilisés, ne sont pas à exclure.

L'Algérie a-t-elle pris ses précautions ? Oui, selon le professeur, qui appuie ses propos par le fait que notre pays a commencé à se préparer, notamment contre toute sécheresse, à travers le développement de stations de dessalement d'eau de mer. «L'Algérie a beaucoup investi,



Photo : DR

Les pays pauvres, premiers touchés par les perturbations climatiques.

notamment dans le domaine du dessalement d'eau de mer et de l'irrigation agricole», a assuré le professeur Lazhari.

Ce dernier estime qu'il s'agit là de mesures qui permettront à notre pays de s'adapter aux changements climatiques sans trop de heurts.

Ajoutant que les pays développés sont à l'origine de

l'insécurité dont souffrent les pays en développement, le professeur estime que pour «se racheter», ces pays doivent aider financièrement les pays pauvres, notamment pour qu'ils sortent indemnes des perturbations à venir tant climatiques que politiques.

La rencontre de Copenhague sur le climat sera-t-elle celle de la dernière

chance ? Si beaucoup s'attendent à de grandes décisions, Amar Abba, directeur au ministère des Affaires étrangères, pense plutôt le contraire.

Selon ce dernier, ce sommet se limitera à des généralités. «On s'entendra sur les bases générales, mais pour les accords précis, il faudra attendre 2010», a-t-il conclu.

S. A.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EN MÉDITERRANÉE

La société civile tire la sonnette
d'alarme et s'invite aux débats

«Tous les scénarios de changement climatique prévoient que la Méditerranée sera l'une des régions les plus durement touchées par ce phénomène, avec une augmentation de l'intensité et de la fréquence des inondations, outre les sécheresses et leurs répercussions négatives sur la qualité de vie et les ressources naturelles.»

C'est l'avertissement que lancent les responsables de la société civile méditerranéenne rassemblés au Caire pour discuter de l'avenir de la région. «Nous refusons de rester inactifs dans notre coin, à cultiver notre frustration», ont clamé certains d'entre eux.

Assurément, la force utile autour de la Méditerranée, bastion des civilisations humaines, s'active, alerte et fait des propositions. Propositions qui seront sans aucun doute, pensent ces écologistes, bien utiles pour atténuer l'impact du changement climatique.

Réunis dans la capitale égyptienne le 1^{er} novembre dernier, dans le cadre de la 7^e rencontre du Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD), des associations et des parlementaires se sont donné pour mission principale de sensibiliser les citoyens et les décideurs au sujet des problèmes, probablement graves, qui ne manqueront pas, selon les experts, d'émerger conséquemment à des changements climatiques. Ces problèmes, et ce n'est un secret pour personne, toucheront encore plus durement les pays de la rive sud de la Méditerranée et de la région subsaharienne.

Dans le même ordre d'idées, les participants à ce forum se sont fixé comme devoir, entre autres, de renforcer le dialogue entre les deux rives par le biais de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Rappelons que cette rencontre est organisée par le Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable et Global Water Partnership qui, ensemble, assurent également la fonction de secrétariat de ce rassemblement. Les associations qui se sont déplacées au Caire sont versées plutôt dans le domaine de l'écologie et du développement durable. Leurs efforts visent à parvenir à un consensus sur les grandes idées du développement durable et sur les solutions adaptables à leurs régions respectives.

Outre l'option sur le développement, elles insèrent dans leur réflexion et inscrivent à leurs délibérations la perspective d'étoffer l'argumentaire du groupe méditerranéen qui participera au sommet de décembre prochain à Copenhague. Leurs propositions viseront à défendre la vision et les intérêts des Méditerranéens. Pour ce faire, les conclavistes du Caire ont élaboré un document intitulé

«Contribution sur le changement climatique», qu'ils adresseront aux divers forums préparant le sommet de Copenhague.

Anticiper les événements

Il est clair pour la société civile méditerranéenne que tout programme de protection écologique et de développement durable est voué à l'échec si la donne citoyenne n'est pas prise en compte dans la conception de la décision.

«Les mesures proposées pour les domaines qui seront mentionnés devraient être complétées par la bonne gouvernance en tant que composante horizontale, la sensibilisation adéquate, l'information, le renforcement des capacités, l'éducation pour le développement durable, la participation significative du public, l'implication des parties prenantes et l'utilisation des instruments financiers. En outre, la mise en place d'institutions efficaces et le renforcement du cadre réglementaire devraient être pris en compte, selon une approche holistique, et ce, pour faire face aux risques climatiques émergents, par le biais du renforcement de la capacité d'adaptation des individus, des institutions et des autorités», suggèrent les rédacteurs de la plate-forme, enrichie de six grandes propositions. Les parlementaires et les acteurs du mouvement associatif méditerranéen recommandent d'accorder plus d'importance à la gestion de l'eau et au recyclage des eaux non conventionnelles dans les secteurs de l'agricul-

ture et du tourisme. Sur ce volet, ils affirment leur soutien aux conclusions du Groupe d'experts eau (GEE), qui balaient la «Stratégie de l'eau en Méditerranée» (SEM). Elles feront l'objet de discussions lors de la conférence ministérielle euro-méditerranéenne qui se tiendra entre le 12 et le 14 avril prochain à Madrid.

L'installation des systèmes d'alerte protégeant les populations méditerranéennes contre les phénomènes météorologiques brusques fait également partie des préoccupations majeures des conclavistes du Caire. Ils souhaitent l'institution d'une coopération régionale en la matière. La protection des zones humides de la surexploitation de l'eau et des forêts, du surpâturage et des incendies ainsi que la protection des grands écosystèmes et de la biodiversité marine des agressions humaines sont essentielles pour eux.

Contenir l'expansion urbaine sur des espaces à vocation agricole et l'utilisation de cultures résistantes à la décroissance des ressources en eau est d'une nécessité impérieuse, estiment-ils. L'économie d'énergie, le transport et l'industrie du tourisme n'ont pas échappé à leur vigilance.

L'on relève, cependant, l'absence de référence à deux domaines où l'activité est substantielle en Méditerranée : la pêche et... l'émigration, notamment clandestine. Ceux-ci constituent-ils, actuellement, des sujets qui fâcheraient ?

Abachi L.